

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

Bureau des enquêtes publiques et
installations classées

**Arrêté du 8 décembre 2022
mettant en demeure la société SCHROLL
de respecter des prescriptions relatives à la gestion des déchets
pour son site 26 rue Edouard Branly
à COLMAR (68000)**

Le Préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre V, titre 4 du code de l'environnement et notamment ses articles L. 541-3, R. 541-43 et R. 541-48 ;

VU l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 962695 du 31 décembre 1996 ;

VU le rapport du 24 octobre 2022 de la Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées relevant les constats effectués lors de la visite du 06 octobre 2022 ;

VU le courrier du 20 octobre 2022 de l'exploitant transmettant à l'inspection des installations classées les documents demandés lors de la visite du 6 octobre 2022 ;

Considérant que les articles 1 et 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 prévoient la tenue d'un registre des déchets entrants et des déchets sortants de l'installation ; qu'il a été constaté, par l'inspection des installations classées le 6 octobre 2022, que les registres établis sont communs aux deux sites exploités par le groupe SCHROLL à Colmar et qu'ils ne permettent pas de distinguer les sites concernés ; que les registres ne sont pas immédiatement

accessibles (le 20 octobre 2022, les registres comportant les entrées et les sorties de déchets du 06 octobre 2022 n'étaient pas disponibles) ; que les registres ne mentionnent pas les numéros SIRET des expéditeurs, des transporteurs et des destinataires ;

Considérant les dispositions de l'article L. 541-3 du code de l'environnement : « *Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé* » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1er : La société SCHROLL, dont le siège social est situé 26 rue Edouard Branly à COLMAR (68000), est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées à la même adresse, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après.

Article 2 : Dans un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 1 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé :

« Les exploitants des établissements effectuant un transit, regroupement ou un traitement de déchets, y compris ceux effectuant un tri de déchets et ceux effectuant une sortie du statut de déchets, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

[...]

c) Concernant l'origine, la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'[article R. 541-53 du code de l'environnement](#) ».

Article 3 : Dans un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé :

« Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants ».

[...]

c) Concernant l'origine du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'[article R. 541-53 du code de l'environnement](#) ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ».

Article 4 : Délais et voies de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 5 : Le Secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Colmar, ainsi que le directeur de la DREAL-service de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera notifiée à l'exploitant.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

signé

Christophe MAROT